

Art. 17. Ce rapport reprend au minimum :

- 1° Le nombre de réunions ordinaires et de réunions tenues en deuxième convocation;
- 2° Le taux de participation des membres;
- 3° Des statistiques relatives aux 30 Hautes Ecoles;
- 4° Le relevé des Décisions et des Avis;
- 5° Les difficultés rencontrées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> novembre 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Collège des commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Écoles. Bruxelles, le 1<sup>er</sup> novembre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,  
Mme Fr. DUPUIS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4757

[2003/202205]

### 5 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'achat de matériel sportif destiné aux activités de psychomotricité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 2003 introduisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire,  
Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des Sports et de la vie en plein air donné le 3 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 7 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 16 octobre 2003 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2003 du décret du 3 juillet 2003 précité, considérant que les cours de psychomotricité ont déjà débuté, qu'il convient dès lors de répondre de manière urgente aux besoins de matériel destiné à ces cours, et que, compte tenu du fait que des moyens budgétaires ont déjà pu être dégagés à cet effet pour l'année 2003, il convient que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française entre en vigueur le plus rapidement possible;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique de la Jeunesse et des Sports et du Ministre de l'Enfance, ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2003,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° L'administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;
- 2° Le Ministre : le membre du Gouvernement qui a le sport dans ses attributions;
- 3° Le demandeur : le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, qui demande l'octroi d'une subvention;
- 4° Implantation : Bâtiment ou ensemble de bâtiments, situés à une seule adresse où l'on dispense de l'enseignement maternel et/ou primaire conformément à l'article 2, 7<sup>o</sup> du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

#### CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel destiné à la psychomotricité

**Art. 2.** La demande d'octroi de subvention est introduite par le demandeur préalablement à l'achat du matériel sportif destiné à la psychomotricité.

**Art. 3.** Le demandeur s'engage à tenir une comptabilité régulière.

**Art. 4.** Le matériel sportif subventionné ne peut être utilisé qu'aux fins et conditions fixées dans la demande de subvention.

**Art. 5.** Le demandeur du matériel sportif subventionné s'engage à accepter le contrôle des installations et de l'utilisation du matériel.

Ce contrôle est effectué par les fonctionnaires désignés par le Ministre.

**Art. 6.** Le demandeur doit disposer de locaux permettant le dépôt du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation.

#### CHAPITRE III. — Du montant des subventions pour l'achat de matériel destiné à la psychomotricité

**Art. 7.** Le montant de la subvention est égal à 60 pourcent de la valeur de l'achat du matériel subventionné, T.V.A. comprise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le montant de la subvention est égal à 75 pourcent de la valeur d'achat du matériel, T.V.A. comprise pour :

- 1° les implantations d'enseignement fondamental visées à l'article 3, 15<sup>o</sup> du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ainsi que celles reprises dans les listes visées à l'article 4, § 2, du décret du 30 juin 1998 précité, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

2° les implantations scolaires qui comptent un nombre d'élèves dans l'enseignement maternel inférieur à 26 élèves;

3° les implantations scolaires pour lesquelles le Pouvoir organisateur ou le Chef d'établissement s'engage à mettre le matériel subventionné à disposition d'activités extrascolaires organisées dans leurs locaux.

Le contrôle de l'application du point 3° est effectué par les fonctionnaires désignés par le Ministre.

Pour l'application du présent article, le montant maximum de la subvention accordée est limité à 1.250 €.

Les frais de transport, de montage ou de fixation éventuelle du matériel subventionné sont exclus de la subvention.

#### CHAPITRE IV. — *De la procédure d'introduction des demandes de subvention*

**Art. 8.** Toute demande de subvention est introduite auprès de l'administration.

Elle est établie en double exemplaire sur un formulaire délivré par l'administration.

**Art. 9.** La demande de subvention contient une liste détaillée du matériel à subventionner.

Elle est accompagnée d'une ou plusieurs offres de prix émanant de fournisseurs préalablement consultés. Chaque offre précise les caractéristiques techniques du matériel, son prix unitaire et le taux de la taxe sur la valeur ajoutée.

La durée de validité de la ou des offres est limitée à 4 mois.

**Art. 10.** Dès réception de la demande de subvention, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception avec un numéro de dossier.

Toute commande antérieure à la date d'envoi de l'accusé de réception entraîne le refus de la subvention.

**Art. 11.** A dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 10, le Ministre informe, dans un délai de trois mois, le demandeur de la suite donnée à sa demande de subvention.

#### CHAPITRE V. — *De la liquidation des subventions*

**Art. 12.** Dès réception des documents visés à l'article 13, la subvention est mise en liquidation par l'administration. Le montant de la subvention est liquidé en une seule fois.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** La liquidation de la subvention ne peut avoir lieu qu'après que le demandeur ait transmis à l'administration :

1° la facture d'achat du matériel subventionné, signée et datée par le fournisseur avec inscrite, en toutes lettres, la mention « certifiée sincère et véritable à la somme de... »;

2° la preuve de son paiement.

§ 2. Dans le cas où il est fait appel à plusieurs fournisseurs, les documents dont question au précédent paragraphe sont fournis en un seul envoi et la subvention est mise en liquidation en une seule opération.

#### CHAPITRE VI. — *De l'utilisation du matériel subventionné*

**Art. 14.** Au cours des dix années suivant la date du paiement de la subvention, le matériel subventionné ne peut être cédé par le bénéficiaire sans l'accord du Ministre.

Toutefois, le bénéficiaire possède la pleine jouissance du matériel subventionné et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation. Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa conservation.

**Art. 15.** Dans l'hypothèse de la disparition, de la destruction du matériel subventionné ou en cas de fermeture de l'établissement scolaire, le bénéficiaire informe l'administration.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, les indemnités versées au bénéficiaire sont utilisées pour l'achat de matériel sportif destiné à la psychomotricité.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 novembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
Ch. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions,  
J.-M. NOLLET

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4757

[2003/202205]

#### 5 NOVEMBER 2003. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van sportmateriaal voor psychomotorische activiteiten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, gegeven op 3 september 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 september 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 oktober 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 16 oktober 2003 bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid door de inwerkingtreding sinds 1 september 2003 van voornoemd decreet van 3 juli 2003, overwegende dat de lessen psychomotoriek al begonnen zijn, dat men dus dringend aan de materiële behoeften voor de lessen moet voldoen en dat, rekening houdende met het feit dat begrotingsmiddelen daartoe reeds zijn vrijgemaakt voor het jaar 2003, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap zo vlug mogelijk in werking dient te treden;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport en van de Minister van Kinderwelzijn, tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2003,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° Bestuur : de Algemene directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

2° Minister : het Regeringslid bevoegd inzake sport;

3° Aanvrager : het hoofd van de inrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die een subsidie aanvraagt;

4° Vestiging : Gebouw of geheel gebouwen gelegen op eenzelfde adres waar men kleuteronderwijs en/of lager onderwijs verstrekt overeenkomstig artikel 2, 7° van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

#### HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden tot het toekennen van subsidies voor de aankoop van materiaal bestemd voor de psychomotoriek*

**Art. 2.** De aanvraag om toekenning van een subsidie wordt vóór de aankoop van sportmateriaal bestemd voor de psychomotoriek door de aanvrager ingediend.

**Art. 3.** De aanvrager verbindt zich ertoe de boekhouding regelmatig bij te houden.

**Art. 4.** Het gesubsidieerd sportmateriaal kan slechts gebruikt worden tot doel en op de voorwaarden vastgesteld in de aanvraag om subsidie.

**Art. 5.** De aanvrager van gesubsidieerd sportmateriaal verbindt zich ertoe de controle op de installaties en op het gebruik van materiaal te aanvaarden.

De controle wordt door de door de Minister aangestelde ambtenaren uitgevoerd.

**Art. 6.** De aanvrager moet over lokalen beschikken die toelaten het sportmateriaal in goede veiligheids- en bewaringsomstandigheden op te slaan.

#### HOOFDSTUK III. — *Het bedrag van de subsidies voor de aankoop van materiaal bestemd voor de psychomotoriek*

**Art. 7.** Het bedrag van de subsidie is gelijk aan 60 percent van de aankoopwaarde van het gesubsidieerd materiaal, BTW inclusief.

In afwijking van vorig lid is het bedrag van de subsidie gelijk aan 75 percent van de aankoopwaarde van het materiaal, BTW inclusief voor :

1° de vestigingen voor basisonderwijs bedoeld in artikel 3, 15° van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, alsmede deze die opgenomen zijn op de lijsten bedoeld in artikel 4, § 2 van het decreet van 30 juni 1998, inzonderheid door de toepassing van positieve discriminatie;

2° de schoolvestigingen die minder dan 26 leerlingen tellen in het lager kleuteronderwijs;

3° de schoolvestigingen waarvoor de Inrichtende macht of het hoofd van de instelling zich ertoe verbindt het gesubsidieerd materiaal ter beschikking te stellen van buitenschoolse activiteiten georganiseerd in hun lokalen.

De controle op de toepassing van punt 3° wordt uitgeoefend door de ambtenaren aangesteld door de Minister.

Voor de toepassing van dit artikel wordt het maximaal bedrag van de toegekende subsidie beperkt tot 1.250 €.

De eventuele vervoers-, montage- of vasthechtingskosten van het gesubsidieerd materiaal worden niet door de subsidie in aanmerking genomen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor het indienen van aanvragen om subsidies*

**Art. 8.** Elke aanvraag om subsidie wordt ingediend bij het bestuur.

Deze wordt in dubbel exemplaar opgesteld op een door het bestuur geleverde formulier.

**Art. 9.** De aanvraag om subsidie bevat een gedetailleerde lijst van het te subsidiëren materiaal.

Deze gaat samen met één of meerdere prijsoffertes van op voorhand geraadpleegde leveranciers. Elke offerte bepaalt de technische eigenschappen van het materiaal, zijn prijs per eenheid en het percentage van de BTW. De offerte(s) blijft(ven) 4 maanden geldig.

**Art. 10.** Zodra de aanvraag om subsidie aankomt, brengt het bestuur een ontvangstbewijs met een dossiernummer over aan de aanvrager.

Elke bestelling waarvan de datum die van de versturing van het ontvangstbewijs voorafgaat, heeft tot gevolg dat de subsidie geweigerd wordt.

**Art. 11.** Vanaf de versturing van het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 10 informeert de Minister de aanvrager over de beslissing genomen over zijn aanvraag om subsidie binnen een termijn van drie maanden.

#### HOOFDSTUK V. — *Uitbetaling van subsidies*

**Art. 12.** Zodra de in artikel 13 bedoelde documenten ontvangen zijn, wordt de subsidie uitbetaald door het bestuur. Het bedrag van de subsidie wordt in één keer uitbetaald.

**Art. 13.** § 1. De uitbetaling van de subsidie kan slechts gebeuren nadat de aanvrager aan het bestuur de volgende documenten heeft overgebracht :

1° de factuur van de aankoop van het gesubsidieerd materiaal, met datum en handtekening van de leverancier en met in volle letters de vermelding "voor echt verklaard voor het bedrag...".

2° het bewijs van zijn betaling.

§ 2. In het geval er meerdere leveranciers zouden zijn, worden de documenten bedoeld in het vorige lid in één enkele versturing ingediend en wordt de subsidie in één enkele keer uitbetaald.

#### HOOFDSTUK VI. — *Gebruik van gesubsidieerd materiaal*

**Art. 14.** Gedurende de tien jaren die de datum van uitbetaling van de subsidie volgen, kan het materiaal niet door de begunstigde worden afgestaan zonder het akkoord van de Minister.

De begunstigde geniet echter het volle bezit van het gesubsidieerd materiaal en betaalt alle onderhouds- en herstellingskosten. Hij is volledig verantwoordelijk voor het gebruik en het onderhoud ervan.

**Art. 15.** Indien het gesubsidieerd materiaal zou verdwijnen, vernietigd worden of als de schoolinrichting haar deuren zou sluiten, informeert de begunstigde het bestuur erover.

In de in het vorig lid bedoelde hypothesen worden de aan de begunstigde uitbetaalde vergoedingen gebruikt voor de aankoop van sportmateriaal bestemd voor de psychomotoriek.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 16.** De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 november 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT.

De Minister van Kinderwelzijn, tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort,  
J.-M. NOLLET.

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2003 — 4758

[2003/33043]

**28. APRIL 2003 — Dekret zur Zustimmung zum Europa-Mittelmeer-Abkommen zur Gründung einer Association zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Demokratischen Volksrepublik Algerien andererseits und zur Schlussakte, unterzeichnet in Valencia am 22. April 2002 (1)**

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Einzigster Artikel** - Das Europa-Mittelmeer-Assoziationsabkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Demokratischen Volksrepublik Algerien andererseits und die Schlussakte, unterzeichnet in Valencia am 22. April 2002, sind uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 28 April 2003

K.-H. LAMBERTZ,  
Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,  
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport.

B. GENTGES,  
Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus.

H. NIESSEN,  
Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales.

Note

(1) *Zitzungsperiode 2002-2003.*

Dokumente des Rates : 132 (2002-2003) Nr. 1 Dekretentwurf - Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung - Sitzung vom 28. April 2003.